FRC 27014

RÉGLES GÉNÉRALES
DE MA CONDUITE.

Case FRC 23572

J'AI toujours penſé que l'homme en place devoit adopter des régles de conduite, dont il ne s'écartât jamais; que ces régles ſimples devoient avoir pour bâſe l'égalité & la juſtice ; pour but, le plus grand bonheur de tous, & l'harmonie ſociale.

Je ne concevrai jamais des hommes heureux, & une ſociété paiſible, là où l'ordre ne peut s'établir que par la violence, où la force prend la place de la raiſon, où une grande partie des Citoyens languit dans l'ignorance & dans l'aviliſſement.

Si nos loix nouvelles nous ont rendus égaux, nos préjugés ſur l'inégalité ne ſont pas détruits. Ils mettent encore une grande diſtance entre un homme & un autre. Le jadis Marquis ne ſe perſuade pas que le bourgeois ſoit ſon égal; &

THE NEWBERRY LIBRARY

le bourgeois s'eſtime au-deſſus de l'honnête artiſan. Ces differences ſont ſenſibles dans tous les actes de la vie. Nos manières & nos mœurs n'ont point changé avec notre Conſtitution. Nous conſervons toujours les mêmes idées ſur cette claſſe nombreuſe & infortunée de la ſociété, & c'eſt avec ces idées que nous voulons la diriger ſous le nouveau régime.

On croit généralement que la multitude eſt aveugle; qu'elle ne peut être conduite que par la force; qu'il n'eſt pas néceſſaire, qu'il n'eſt même pas bon de l'éclairer; que, ſi elle ne craint pas, elle eſt dangereuſe; que, ſi elle n'eſt pas opprimée, elle opprime.

Ce ſont là, on n'en peut pas douter, les ſentimens qui ſont dans preſque tous les cœurs, que l'habitude y a gravés, qui s'y réveillent à chaque inſtant à notre inſçu, & qui deviennent le mobile de nos diſcours & de nos actions.

C'eſt ici un point de la plus haute importance. Il explique comment des hommes, d'accord ſur les principes, ſe conduiſent d'une manière ſi diverſe

dans leur application, lorsque les circonstances sont absolument semblables. Il répand un grand jour sur la vie des hommes publics; il sert à distinguer ceux qui sont vraiment à la hauteur d'une constitution libre, de ceux qui peuvent vouloir la liberté, mais qui ne la connoissent pas, & qui n'ont pas même d'idée sur les moyens de la conserver.

Le nombre de ceux qui étudient avec fruit la manière de conduire les hommes sous le régime de la Liberté, est infiniment petit. Les obstacles que l'on rencontre à l'établissement, à la consolidation des institutions nouvelles, tiennent beaucoup à ce defaut d'habileté, d'instruction, & à l'emploi qu'on se permet des vieilles routines.

Il faut d'abord être persuadé qu'un pays où une classe d'hommes est plongée dans l'abjection & dans l'ignorance, ne peut conserver long-temps sa Liberté. C'est un ulcère qui attaque & vicie le corps le mieux organisé.

La réaction de cette classe sur les autres, l'exemple de ce genre de servi-

tude, la dépravation de la morale publique qui en eſt la ſuite, ſont des cauſes de deſtruction ſans ceſſe agiſſantes.

Il y a, d'ailleurs, ici une ſemence de diviſion que rien ne peut etouffer, une lutte perpétuelle & forcée entre cette claſſe qui tend à ſortir de la poſition pénible où elle ſe trouve, & les autres citoyens qui veulent l'y retenir.

La lutte devient plus forte & plus dangereuſe, ſi les hommes de cette claſſe commencent à avoir les ſentimens de leurs droits, & aſſez d'inſtruction pour comprendre qu'ils ſont citoyens & ſont partie de l'aſſociation.

La force alors ne peut plus rien. La force eſt une injuſtice. La force d'ailleurs eſt contraire à l'eſſence de tout gouvernement libre.

Il faut ſe hâter, par tous les moyens, d'inſtruire cette claſſe d'hommes, au lieu d'épaiſſir les nuages qui obſcurciſſent ſon intelligence.

Il faut l'elever, au lieu de l'abaiſſer.

Il faut lui inſpirer l'eſtime d'elle-même, au lieu de la dégrader.

Il faut employer la raiſon qui éclaire, au lieu de la force qui irrite.

Ce ſont là les principes conſervateurs des gouvernemens libres ; & il faut l'avouer, la plupart des Fonctionnaires publics, ceux dont les rapports adminiſtratifs & judiciaires avec les citoyens ſont de tous les momens, n'en ſont pas aſſez pénétrés. Ils les avouent ; mais ils les oublient à chaque inſtant dans la pratique.

Ils ſont tellement habitués à regarder cette claſſe de citoyens (qu'on appelloit, dans l'ancien régime, *le Peuple*), comme une bête dangereuſe qu'il faut enchaîner, qu'ils ne peuvent pas ſe guérir de cette impreſſion.

Qu'on examine avec ſoin leur conduite à ſon égard, les meſures qu'ils prennent, les moyens qu'ils emploient, & on demeurera convaincu de ce que j'avance. S'ils ménagent quelquefois ces citoyens, c'eſt bien plus par le ſentiment de la peur, que par amour pour la juſtice, que par reſpect pour la dignité de l'homme.

J'ai la conviction la plus intime que,

dès le moment actuel, rien n'eſt plus facile que de porter le peuple à la hauteur de ſa deſtinée.

J'ai la conviction la plus intime qu'on peut le maintenir dans les bornes de ſes droits & de ſes devoirs, qu'on peut diriger ſes démarches vers le bien, le garantir de tout excès, ſans faire uſage de la force. Je ne parle pas ici de quelques malfaiteurs particuliers qui forment exception à la maſſe du peuple.

Oui, la grande police de Paris, celle qui tend à la conſervation des mœurs, à rendre les hommes juſtes, à empêcher ces querelles qui rendent le citoyen l'ennemi du citoyen, qui reſſerre les liens de cité, qui porte au reſpect des propriétés & à cette tranquillité que la confiance inſpire; cette police dis-je, peut s'exercer ſans violence, ſans aucune effuſion de ſang.

Il faut uniquement pour cela que ceux qui ſont revêtus d'une autorité qui agit ſans ceſſe & immédiatement ſur le peuple, ſoient pénétrés d'une morale pure qui

fait qu'on aime les hommes, & qu'on veut leur bonheur.

Mais, ſi celui qui exerce momentanément le pouvoir n'a, ni ſageſſe, ni habileté, s'il ſe livre à des emportemens, s'il eſt dur, arrogant, injuſte, il aigrit les eſprits, il les ſoulève; il ſe plaint enſuite d'un manque de ſoumiſſion qu'il a provoqué. Ici les détails échapent par leur variété, par leur multiplicité même, & cependant on les conçoit. L'émeute qui auroit pu être apaiſée facilement, prend un caractère grave; parce qu'un officier imprudent & d'un caractère violent aura fait des menaces inconſidérées, aura refuſé d'entendre, ſe ſera laiſſé aller à des préventions, & ne ſe ſera pas donné la peine de ſe rendre conciliateur.

Ceux qui portent les armes pour la loi, peuvent ſur-tout avoir un grand aſcendant pour prévenir des déſordres prêts à naître. On ſait toujours bon gré à celui qui a la force d'employer la raiſon; & l'homme armé qui prêche la paix avec amitié, avec bonté, avec les égards qu'on doit aux hommes, qui engage les citoyens à ſe chérir, à ſe retirer paiſiblement dans

leurs foyers, produit néceſſairement une impreſſion ſalutaire. S'il met au contraire de la rudeſſe, de la bruſquerie, il peut faire couler le ſang. A quoi tiennent ſouvent les évènemens les plus fâcheux? à un mot, à un mal-entendu; & on ignore preſque toujours la petite cauſe qui a produit de ſi terribles effets.

On trouve trop long de raiſonner avec ce qu'on appelle *la canaille*; avec des hommes qu'au fond de l'ame on mépriſe, parce qu'ils ſont mal-vêtus. Il eſt bien plus court d'empriſonner, de frapper. Ces exemples répétés échauffent les têtes, dépravent les cœurs: on habitue le peuple à haïr les autorités qu'il devroit aimer; on lui inſpire le deſir de la vengeance; il ne connoit plus que la force, pour réſiſter à la force; on le rend méchant & dangereux. Nous lui imputons enſuite nos propres torts, & on met ainſi la ſociété dans un état de guerre où une partie des citoyens eſt ſans ceſſe occupée à contenir & à réprimer l'autre.

J'ai des entretiens aſſez fréquens avec un citoyen qui a obſervé en philoſophe

la révolution d'Amérique, qui a vu ſur les lieux les différens pouvoirs s'organiſer, qui a fait une attention particulière à l'établiſſement & à l'exercice de la police dans les villes, à Philadelphie ſur-tout. Il m'a rapporté à cet égard, des faits extrêmement précieux, qui annoncent le reſpect qu'on a pour le peuple; les précautions extrêmes qu'on prend pour l'inſtruire, pour lui commander au nom de la raiſon, & jamais en celui de la force.

Sans comparer les Américains aux François, & Philadelphie à Paris, je dirai qu'il eſt des règles de conduite également applicables aux deux peuples & aux deux pays: ce ſont celles qui tendent à perfectionner l'eſpèce humaine, à la rendre meilleure par l'inſtruction, à mettre tous les citoyens à portée de connoître & de jouir de leurs droits, à leur inſpirer des affections douces & bonnes, des ſentimens francs & généreux, à ne pas les abâtardir par la crainte, à ne pas les dégrader par l'ignorance.

On m'accuſe quelquefois de flatter

le peuple : on se trompe, & ce reproche est injuste. Celui qui aime la vérité ne sait pas flatter ; car flatter & tromper sont deux mots à-peu-près synonimes. Celui qui par-dessus tout veut qu'on parle au peuple le langage de la raison, est très-éloigné du langage de la flatterie, ou, ce qui est la même chose, de la dissimulation. Celui qui veut qu'on instruise ne veut pas qu'on égare. Jamais je n'encenserai une faute que le peuple aura commise ; jamais je ne lui dirai qu'il aura raison, lorsque je croirai qu'il aura tort.

Mais, je l'avoue, je suis autant porté à l'indulgence pour lui, que d'autres sont enclins à le calomnier. L'indulgence est un sentiment ami de l'homme. Et qui mérite davantage l'appui de ce sentiment que ceux que la société à disgraciés ? L'homme qui éprouve tous les besoins, contre qui tout conspire, dont l'éducation première a été négligée, est plus vertueux qu'un autre, lorsqu'il est bon citoyen, lorsqu'il ne trouble point une société dont il supporte le poids, sans en recevoir les bienfaits.

Combien, dans cette révolution, le peuple a-t-il donné d'exemples de courage & de grandeur? Avec quelle conſtance héroïque il a ſupporté des privations de toute eſpéce?

Mes efforts ont conſtamment tendu & tendront toujours à rehauſſer une claſſe de citoyens que tout tend ſans ceſſe à humilier, à lui inſpirer le ſentiment de ſa dignité, à lui témoigner de la confiance.

Que l'on conſidère tout ce que j'ai dit, & tout ce que j'ai fait dans ma vie publique, les écrits que j'ai publiés avant & depuis la révolution. Il n'eſt pas une ſeule de mes démarches, pas une ſeule de mes actions qui ne parte & ne découle de ces principes, tellement gravés dans mon ame, qu'ils y ſont devenus naturels. Inſtruire le peuple, c'eſt le former à la vertu, c'eſt le lier à la choſe publique. L'inſtruction eſt la ſource de tous les biens, comme l'ignorance eſt la ſource de tous les maux. Retarder ces heureux développemens, en comprimant ſans ceſſe cette claſſe utile & laborieuſe, c'eſt

nuire à l'affermiſſement même de la conſtitution ; c'eſt en gêner les progrès ; c'eſt lui occaſionner des ſecouſſes perpétuelles ; c'eſt allumer la plus cruelle de toutes les guerres, la guerre inteſtine.

On ne remonte pas aſſez aux cauſes premières des troubles & des déſordres qui agitent & déchirent les ſociétés : on apperçoit ces déſordres, & on croit qu'ils ſont ſans doute inévitables puiſqu'ils exiſtent. Cependant les vices des hommes viennent des gouvernemens ; car ce n'eſt pas la nature qui les leur a donnés. Rendez-les hommes heureux, & ils ſeront bons & ils chériront les lois.

PETION.

DE L'IMPRIMERIE DE LA MUNICIPALITÉ.

1792.